



Note régionale sur le financement climatique : Moyen-Orient et Afrique du Nord

Charlene Watson, ODI, et Liane Schalatek, HBS

Fondamentaux
du financement
climatique

9

FÉVRIER 2021

Le financement climatique des fonds multilatéraux pour le climat dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)¹ est largement concentré dans un petit nombre de grands projets sous forme de prêts ou de prêts concessionnels, financés par le Fonds de technologie propre (CTF). Le montant total des financements approuvés entre 2003 et 2020 s'élève à 1,5 milliard US\$, répartis sur 139 projets. Cet argent vise pour l'essentiel des initiatives d'atténuation, malgré d'urgents besoins régionaux en matière d'adaptation notamment pour la gestion de l'eau et la sécurité alimentaire. Sur ce financement total approuvé pour la région, 560 millions US\$ sont sous forme de subventions. Les projets d'adaptation ont tous été soutenus par des subventions. Un total de 964 millions US\$ a été accordé sous forme de prêts ou de prêts concessionnels pour quelques projets d'infrastructure énergétique à grande échelle approuvés par le CTF et le Fonds vert pour le climat (FVC). Les deux principaux pays bénéficiaires, l'Égypte et le Maroc, reçoivent respectivement 29% et 19% du total des financements climat approuvés dans la région tandis que quatre pays de la région ne perçoivent aucun financement des fonds suivis par la Mise à jour des fonds climatiques (CFU). Par ailleurs, le financement approuvé a augmenté de 88 millions US\$ en 2020.

Introduction

Les pays de la région MENA sont très vulnérables au changement climatique qui est susceptible d'aggraver les défis de développement persistants, faisant de l'adaptation au changement climatique une priorité (ESCWA, 2019). Ces pays sont déjà les plus pauvres en eau du monde et doivent importer plus de la moitié de leurs denrées alimentaires. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prédit que le changement climatique réduira rapidement les précipitations dans la région et que les changements hydrologiques qui en résulteront pourraient réduire la disponibilité de l'eau par personne de 30% à 70% d'ici 2025, diminuer la productivité agricole et également accroître le risque d'inondations dans les zones côtières urbaines à forte densité de population (GIEC, 2014).

Sur les réserves mondiales prouvées de pétrole et de gaz, 57% et 41% se trouvent respectivement dans la région MENA (bien que n'étant pas réparties uniformément entre les pays de la région), et l'exploitation de ces ressources en combustibles fossiles est au cœur des économies de la plupart des pays de la région MENA. La perspective de devoir réduire la consommation de ces carburants fossiles afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) frappe donc les pays producteurs de pétrole de la région comme une proposition coûteuse et réductrice en opportunités économiques. Les modes de vie et les modes de consommation dans ces pays sont également à forte intensité de carbone et les émissions par habitant dans de

nombreux pays de la région MENA sont 60% plus élevées que la moyenne des pays en développement. En parallèle, les taux de pauvreté restent élevés dans de nombreux pays de la région MENA pauvres en ressources, comme au Yémen et à Djibouti, les deux pays de la région classés parmi les pays les moins avancés (PMA).

Origine des financements

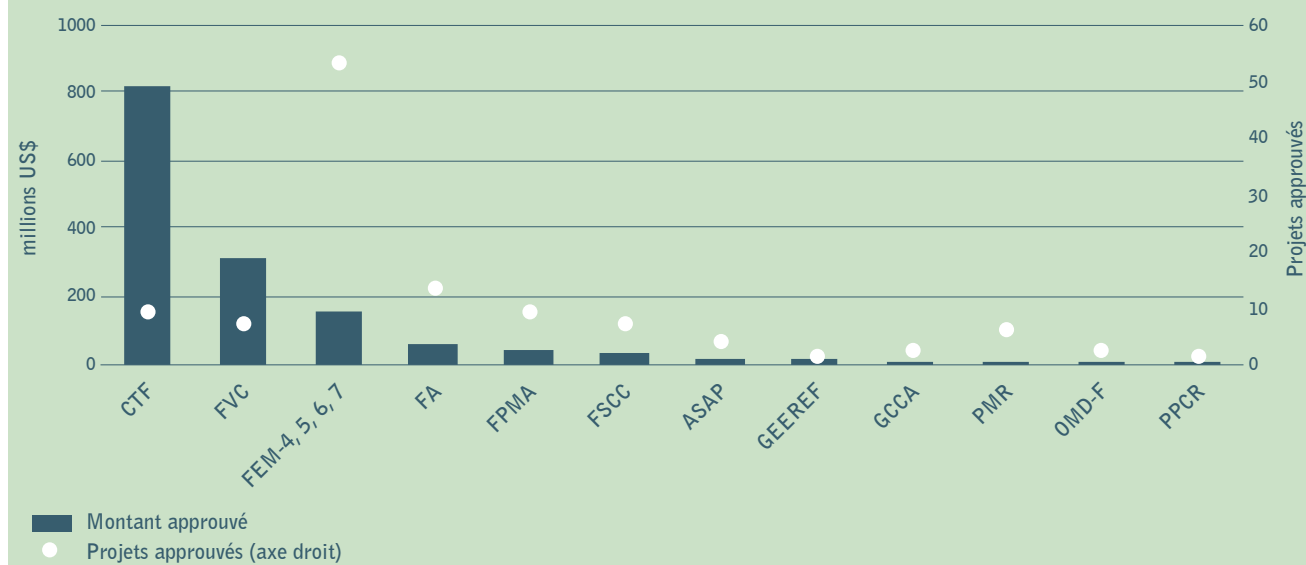
Douze fonds climat sont actifs dans la région MENA (Tableau 1 et graphique 1). C'est le CTF qui fournit la majeure partie des contributions, avec un total approuvé de 825 millions US\$ pour quatre projets au Maroc et en Égypte et cinq projets régionaux. La majorité des financements a été octroyé sous la forme de prêts concessionnels. Un plan d'investissements en faveur de l'électricité thermique à concentration a également été approuvé pour la région MENA.

Dans le cadre du FVC, trois projets soutiennent le Maroc (pour un total de 100 millions US\$), deux projets l'Égypte (avec 186 millions US\$), un autre le Bahreïn avec 2,3 millions US\$ et un projet soutient la Cisjordanie et Gaza (28 millions US\$). L'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie bénéficieront également du programme de 378 millions US\$ pour le financement d'énergie durable, bien que la part du financement qui sera allouée à chaque pays ne soit toujours pas claire. Le FVC soutient également 25 programmes de préparation à travers la région MENA avec 12,5 millions US\$.

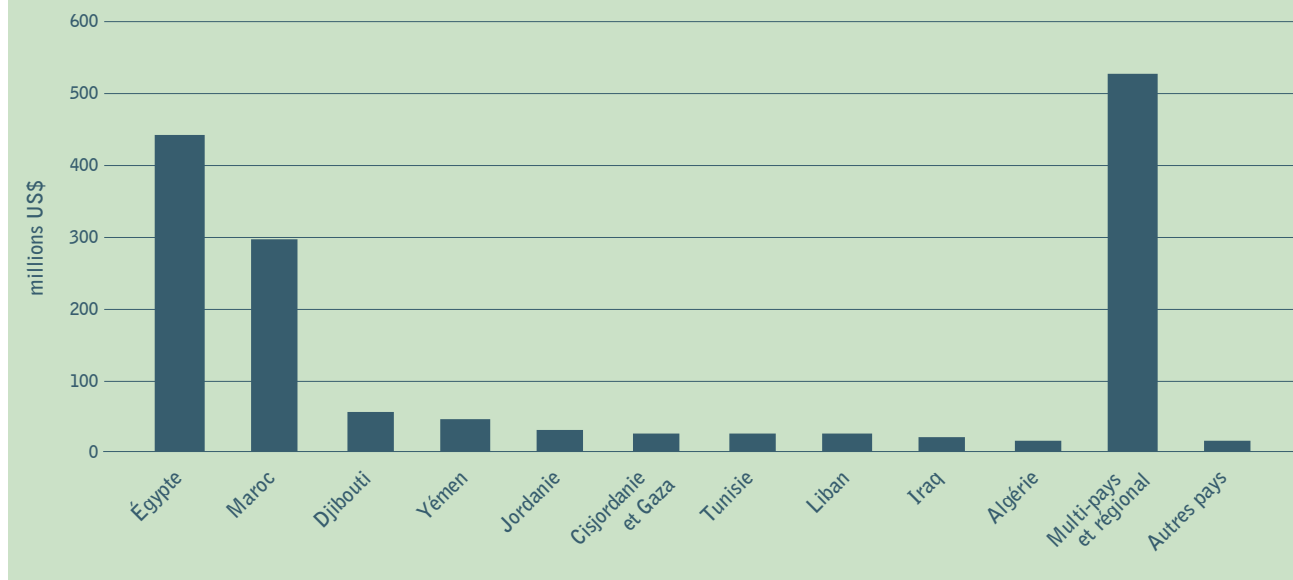
Tableau 1 : Fonds climat d'appui de la région MENA (2003-2020, millions US\$)

Fonds	Montant approuvé	Projets approuvés
Clean Technology Fund (fonds pour les technologies propres, CTF)	825.1	9
Fonds vert pour le climat (FVC-IRM, FVC-1)	316.2	7
Fonds pour l'environnement mondial (FEM-4, 5, 6,7)	157.4	53
Fonds d'adaptation (FA)	61.9	13
Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA)	44.1	9
Fonds spécial pour le changement climatique (FSCC)	37.3	7
Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (Programme d'adaptation pour la petite agriculture, ASAP)	22.1	4
Global Energy Efficiency and Renewable Energy Fund (Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, GEEREF)	16.6	1
Global Climate Change Alliance (Alliance mondiale pour le changement climatique, GCCA)	11.6	2
Partnerships for Market Readiness (Partenariats pour la préparation du marché, PMR)	10.2	6
Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ² (OMD-F)	7.6	2
Pilot Program for Climate Resilience (Programme pilote pour la résilience climatique, PPCR)	1.6	1

Graphique 1 : Fonds d'appui à la région MENA (2003-2020)



Graphique 2 : Montants approuvés dans les pays bénéficiaires de la région MENA (2003-2020)



Des financements climatiques bilatéraux sont également acheminés vers la région MENA. Ce financement climatique complète les flux des fonds multilatéraux pour le climat. Cela comprend le fonds bilatéral pour le climat de l'Allemagne.³ Cependant, les fonds bilatéraux ne sont pas suivis par la CFU, étant donné leur manque relatif d'informations détaillées et transparentes sur les activités et les dépenses actuelles.

Destinataires des fonds

Les financements de ces fonds climatiques sont concentrés sur l'Égypte et le Maroc avec un montant total approuvé de respectivement 438 millions US\$ et 294 millions US\$ en provenance des fonds multilatéraux pour le climat suivis par la CFU. Nos données montrent que sur les 21 pays de la région MENA, seuls 17 pays reçoivent des financements climats. Les quatre pays qui ne reçoivent pas de financement climatique comprennent les états riches producteurs de pétrole tels que les Émirats arabes unis (EAU). Djibouti et le Yémen, deux pays classés parmi les PMA de la région MENA, ont reçu 106 millions US\$ à eux deux.

Ce financement est presque exclusivement destiné aux projets d'adaptation. Enfin, un montant important de financement (528 millions US\$) pour la région prend la forme de programmes multinationaux ou régionaux, dont la répartition financière exacte entre les pays bénéficiaires n'est pas encore connue au moment de l'approbation. Cependant, dans le cas des projets régionaux du CTF, au moins 485 millions US\$ sont approuvés pour des activités au Maroc.

Type de projets financés

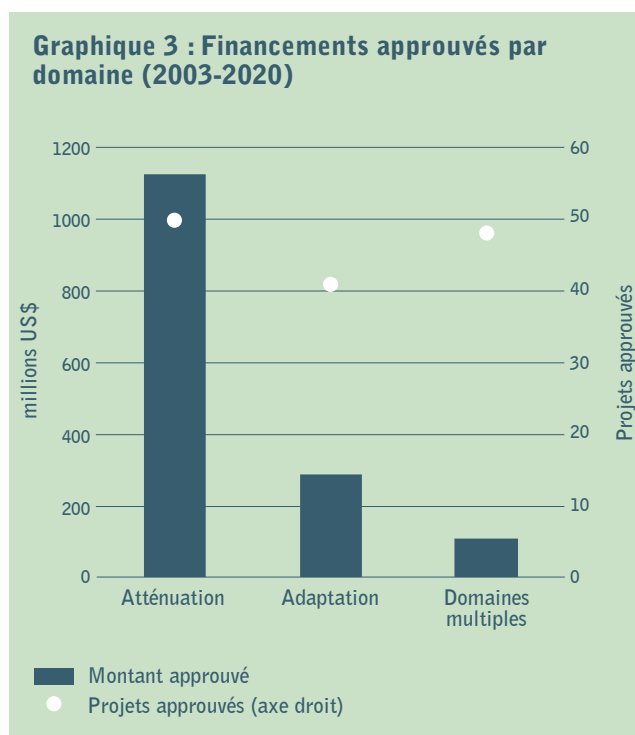
Comme le montrent la graphique 3 et le tableau 2, 74% des financements climats approuvés pour la région (1,1 milliard US\$) sont affectés à des activités d'atténuation. Ce chiffre est en grande partie le reflet de neuf projets du CTF dans la région, avec une moyenne de financements de 92 millions US\$ (la moyenne de financements de projets hors CTF est de 5,4 millions US\$). Le plus grand financement approuvé dans la région MENA est le prêt concessionnel de 238 millions US\$ octroyé en 2014 par le CTF à Noor II et III, Projet de concentration d'énergie solaire (CES), au Maroc. Ce projet fait l'objet d'un effort concerté du CTF pour soutenir le déploiement de cette technologie dans la région. Ce projet CES a un potentiel considérable pour générer de l'électricité propre à grande échelle. Les investissements du CTF dans la région MENA commencent à illustrer la valeur des financements publics internationaux ciblés pour la viabilité de cette technologie prometteuse (Stadelmann et al., 2014). Le plus gros investissement du FVC dans la région a eu lieu en 2017 avec l'approbation d'un cadre de financement d'énergie renouvelable en Égypte de 154,7 millions US\$.

Le financement cumulé des projets d'adaptation dans la région MENA, qui sont en moyenne nettement inférieurs aux investissements d'atténuation, n'atteint qu'environ 25% du financement d'atténuation approuvé dans la région, malgré d'importants besoins d'adaptation. Plusieurs fonds mettent en œuvre 41 projets d'adaptation pour un montant total approuvé de 290 millions US\$.

Les nouvelles approbations de financement pour la région en 2020 ont été modestes, s'élevant à 88 millions US\$ pour tous les thèmes de financement. Le Fonds pour l'adaptation a approuvé deux nouveaux projets en Tunisie et en Égypte (d'un montant total de 13 millions US\$) et le Fonds pour les PMA, un projet à Djibouti pour l'adaptation basée sur les écosystèmes (8,9 millions US\$). Le FEM-7 a approuvé un projet d'adaptation au Yémen (16,1 millions US\$), un projet multi-foyers en Égypte (totalisant 2,1 millions US\$) et deux projets d'atténuation au Liban et en Iraq (totalisant respectivement 3,1 millions US\$ et 3,6 millions US\$). Le CTF a approuvé un projet en Égypte dans le cadre de son programme dédié au secteur privé pour l'expansion des infrastructures urbaines (30,3 millions US\$). Enfin, en 2020, le FVC a soutenu trois programmes de préparation en Jordanie, au Liban et au Maroc.

Tableau 2 : Financements approuvés par domaine (2003-2020)

Thème	Montant approuvé (millions US\$)	Projets approuvés
Atténuation	1124.5	50
Adaptation	289.7	41
Domaines multiples	109.9	48



Références et lectures complémentaires

Climate Funds Update: www.climatefundsupdate.org

ESCWA (2019) Climate finance in the Arab region. Technical report. Beirut: United Nations Economic and Social Commission for Western Asia. <https://undocs.org/pdf?symbol=en/E/ESCWA/SDPD/2019/TP.10>

Groupe d'Expert Intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2014) AR 5 climate change 2014: impacts, adaptation and vulnerability. Geneva: Intergovernmental Panel on Climate Change. <https://www.ipcc.ch/report/ar5/wg2/>

Houzir, M., Mokass, M. and Schalatek, L. (2016) Climate governance and the role of climate finance in Morocco. Rabat and Washington, DC: Heinrich Böll Stiftung Morocco and North America. https://us.boell.org/sites/default/files/morocco_study_climate_governance_final_english_nov.2.pdf

Schalatek, L., Little, S., Bibler, S. Salcedo-La Vina, C. (2012) From ignorance to inclusion: gender-responsive multilateral adaptation investments in the MENA region. Washington, DC: Heinrich Böll Stiftung Washington, DC and Gender Action. <http://www.genderaction.org/publications/ignorancetoinclusion.pdf>

Stadelmann, M., Frisari, G. and Rosenberg, A. (2014) The role of public finance in CSP – lessons learned. San Giorgio Group Policy Brief. Venice: Climate Policy Initiative. <https://www.climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2014/06/The-Role-of-Public-Finance-in-CSP-Lessons-Learned.pdf>

Notes

1. Classification de la Banque mondiale : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et bande de Gaza, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Qatar, Syrie, Tunisie, Yémen (voir : <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>).
2. Le Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (F-OMD) était opérationnel de 2007 à 2013. En mai 2019, tous ses projets étaient financièrement clos.
3. En 2014, la dernière année où la mise à jour a été en mesure de suivre les fonds climatiques bilatéraux, ces flux cumulés vers la région MENA depuis 2008 comprenaient 38 millions US\$ en provenance de l'Initiative internationale de l'Allemagne pour le climat (IKI).

Les Fondamentaux du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

© ODI et HBS 2021.
CC BY-NC 4.0.

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
Tel: +44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung Washington, DC
1432 K Street, NW | Suite 500 | Washington DC 20005 | USA
Tel: +1 202 462 7512